



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 AVRIL 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

35

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-un mars 1902, d'adjoindre à la commission de la paix les personnes suivantes pour le district de Saint-Hyacinthe : Dr Gédéon Blanchet, Dr Louis Joseph Tétrault, Thadée St. Pierre *alias* Legros et Nérée Vasseur, ces deux derniers, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Pie, comté de Bagot.

District de Rimouski : Joseph Gaudreau, cultivateur, de Amqui, comté de Matane.

District de Chicoutimi : Joseph Dufour et Simon Fortin, cultivateurs, du Lac Bouchette, comté du Lac Saint-Jean.

District de Saint-François : James O'Connor, cultivateur et contre-maître de "The Nichols Chemical Co", de Capelton, comté de Sherbrooke.

District de Saint-Hyacinthe : Louis Roch Ostigny, greffier de la corporation de la cité de Saint-Hyacinthe, en vertu des dispositions de l'article 2572 des Statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Saint-Hyacinthe

1389

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5th APRIL, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

36

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-first of March last, 1902, to associate the following persons to the commission of the peace for the district of Saint Hyacinthe : Dr. Gédéon Blanchet, Dr. Louis Joseph Tétrault, Thadée St. Pierre *alias* Legros and Nérée Vasseur, the two latter farmers, of the parish of Saint Pie, county of Bagot.

District of Rimouski : Joseph Gaudreau, farmer, of Amqui, county of Matane.

District of Chicoutimi : Joseph Dufour and Simon Fortin, farmers, of Lake Bouchette, county of Lake Saint John.

District of Saint Francis : James O'Connor, farmer and foreman of "The Nichols Chemical Co.", of Capelton, county of Sherbrooke.

District of Saint Hyacinthe : Louis Roch Ostigny, clerk of the corporation of the city of Saint Hyacinthe, in virtue of the provisions of article 2572 of the revised Statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the district of Saint Hyacinthe.

1390

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 2^e avril courant 1902, de nommer, en vertu de l'article 340 C. M., Monsieur Philéas Demers, fils de Charles, conseiller de la municipalité de Saint-Nicolas, comté de Lévis, en remplacement de M. Ferdinand Dubois, qui a donné sa démission. 1411

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 2nd of April instant, 1902, to appoint, in virtue of article 340 M. C., Mr. Philéas Demers, son of Charles, councillor of the municipality of Saint Nicolas, county of Lévis, to replace Mr. Ferdinand Dubois, who has resigned. 1412

Avis du Gouvernement

No 231.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de "Sainte-Anne de Stukely," comté de Shefford, les lots suivants, savoir :—Depuis et y compris le lot No 1 jusqu'au lot No 28 inclusivement, et les annexer, pour les fins scolaires à la municipalité de "Stukely Nord," même comté, pour les protestants seulement.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1391

No 273.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "La Minerve," le canton La Minerve, comté d'Ottawa, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 29 novembre 1892.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

1321.2

No. 1170. 97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ignace de Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre du canton de Stanbridge, savoir : Nos 1435 jusqu'à 1442 inclusivement, Nos 1447 jusqu'à No 1454 inclusivement, et les lots Nos 1456, 1457 et 1462.

Détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, dans le même comté, les lots suivants du cadastre du canton de Stanbridge, savoir : Nos 937 jusqu'au No 959 inclusivement, le No 963, Nos 1400 jusqu'au No 1419 inclusivement, Nos 1422 jusqu'au No 1434 inclusivement.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alexandre, comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de Saint-Alexandre d'Iberville, savoir : Nos 42 jusqu'au No 59 inclusivement, Nos 61 jusqu'au No 70 inclusivement, Nos 72 jusqu'au No 77 inclusivement, Nos 79 jusqu'au No 82 inclusivement, Nos 85 jusqu'au No 91 inclusivement.

Government Notices

No. 231.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Sainte Anne de Stukely, county of Shefford, the following lots, viz :— From and comprising lot No. 1 to lot No. 28 inclusively, and to annex them, for Protestant school purposes, to the municipality of "North Stukely," in the only same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the 1st of July next, (1902).

1392

No. 273.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Erection of a new school municipality.

Application is made to erect into a school municipality, under the name of "La Minerve," the township La Minerve, county of Ottawa, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the 29th November, 1892.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1322.

No. 1170.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Ignace de Stanbridge, county of Missisquoi, the following cadastral lots of the township of Stanbridge, to wit : Nos. 1435 to 1442 inclusively, Nos. 1447 to 1454 inclusively, and lots Nos. 1456, 1457 and 1462.

To detach from the school municipality of Notre-Dame des Anges de Stanbridge, in the same county, the following cadastral lots of the township of Stanbridge, to wit : No. 937 to No. 959 inclusively, No. 963, Nos. 1400 to 1419 inclusively, No. 1422 to No. 1434 inclusively.

To detach from the school municipality of Saint Alexandre, county of Iberville, the following cadastral lots, to wit : Nos. 42 to No. 59 inclusively, Nos. 61 to No. 70 inclusively, Nos. 72 to No. 77 inclusively, Nos 79 to No. 82 inclusively, No. 85 to No. 91 inclusively.

Détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de Sainte-Brigide d'Iberville, savoir: Nos 362 jusqu'au No 377 inclusivement, et les Nos 506 jusqu'au No 533 inclusivement.

Détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre de la dite paroisse, savoir: Nos 27, 28, 29, 36, 38, 39, 40, 41, 43 jusqu'au No 50 inclusivement, Nos 52, 54, 56, 59 jusqu'au No 76 inclusivement et aussi le No 88.

Et ériger le territoire ci-dessus désigné en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte-Sabine."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

1299.2

No 1071.98

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Montebello, Ottawa, les lots suivants du cadastre de Notre Dame de Bonsecours, savoir: le lot No 1 jusqu'à 71 inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire sous le nom de "Papineau", dans le dit comté d'Ottawa.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

1297.2

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la Loi Corporative des Compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de mars 1902, incorporant Aaron Bendix Boas, marchand; Morres Felsen, marchand; Melvin Henry Davis, marchand; Bernard Boas, commis, et Bendix Aaron Boas, gentilhomme, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants, savoir: de manufacturer, vendre et faire le commerce de manteaux, mantes, blouses, jupes, habits complets de dames et en général toute sorte de vêtements de dames, et de posséder des terrains, machines, matériaux et outils nécessaires aux susdites fins, sous le nom de "The Boas Felsen Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour d'avril 1902.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

1387

To detach from the school municipality of Sainte-Brigide, county of Iberville, the following cadastral lots of Sainte-Brigide d'Iberville, to wit: Nos. 362 to No. 377 inclusively, and No. 506 to No. 533 inclusively.

To detach from the municipality of the parish of Saint Romuald de Farnham, county of Missisquoi, the following cadastral lots of the said parish, to wit: Nos. 27, 28, 29, 36, 38, 39, 40, 41, 43 to No. 50 inclusively, Nos. 52, 54, 56, 59 to No. 76 inclusively and also No. 88.

And to erect the territory herein above described into a distinct school municipality by the name of "Sainte Sabine".

This erection, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902.

1300

No 1071.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the municipality of Montebello, Ottawa, the following cadastral lots of Notre Dame de Bonsecours, to wit: No. 1 to 71 included, and to erect them into a school municipality by the name of "Papineau", in the said county of Ottawa.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1298

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-ninth of March, 1902, incorporating Aaron Bendix Boas, merchant; Morres Felsen, merchant; Melvin Henry Davis, merchant; Bernard Boas, clerk, and Bendix Aaron Boas, gentleman, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, viz: to manufacture, sell and deal in mentels, cloaks, blouses, shirts, suits, and generally all kinds of ladies wear, and to own and possess premises, machinery, plant and tools necessary for the same, under the name of "The Boas Felsen Company," with a capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty shares (250) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this first day of April, 1902.

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

1388

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 27 mars 1902.

Présent : le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil.

Il est ordonné que les établissements industriels énumérés dans la liste suivante soient classés comme "dangereux, insalubres ou incommodes", conformément aux dispositions de l'acte 57 Vict., ch. 30, articles 3023 et 3053, et déclarés sujets aux inspections et autres dispositions des articles 3020 et 3034 du dit acte.

Il est ordonné de plus que la liste ou classification suivante soit approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, sous l'autorité de l'article 3053, section 2, du dit acte 57 Vict., ch. 30, comme "Règlement" nouveau, pour remplacer la liste approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur le 20 janvier 1891, laquelle devra être considérée comme rescindée et annulée.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

Règlement concernant les établissements industriels, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le 27 mars 1902, sous l'autorité de l'acte 57 Victoria, chapitre 30.

Les établissements industriels dont suit la liste sont, par le présent règlement, classifiés comme "dangereux, insalubres ou incommodes", selon les dispositions de l'acte 57 Victoria, chapitre 30, articles "3023" et "3053".

ETABLISSEMENTS.

MOTIFS.

Abattoirs,	Danger d'accidents.
Acide Muriatique,	Dangers d'accidents.
" Nitrique,	Vapeurs délétères.
" Sulfurique,	Danger d'accidents.
" Oxalique,	" vapeurs délétères.
Arsenic blanc,	Poussières dangereuses.
Amorces fulminantes,	Danger d'explosion.
Allumettes (fusion des pâtes et trempage des),	Maladies spéciales dues aux émanations.
Asphalte (préparation),	Odeur et poussières nuisibles.
Ascenseurs (service des),	Danger d'accidents.
Boulangerie (roulage des pâtes),	" de blessures.
Biscuits (roulage des pâtes),	" " "
Blanc de plomb,	Maladies spéciales dues aux émanations.
Benzine (Dépot, Manipulation),	Danger d'incendie.
Battage et épuration des laines,	Poussières nuisibles.
Broyage de la chaux, plâtre et cailloux,	" " "
Battage des tapis en grand,	" " "
Boîtes de conserves (soudure des boîtes),	Gaz délétères.
" " " (manufacture des),	" " "
Buanderie (service des machines à repasser),	Danger de blessures.
Confiserie (machine à mouler les bonbons, rou- lage),	" "
Coutellerie (affilage et tournage des meules),	Poussières nuisibles.
Clous, affilage des outils et tournage des meules),	" "
Cartouches (service des machines à charger),	Danger d'explosion.
Caoutchouc (application des enduits),	Vapeurs délétères.
Chiffons (triage et manipulation des),	Poussières.
Ciment (broyage et embarillage),	" "
Chairs (débris et déchets provenant des abattoirs),	Emanations nuisibles
Cristaux (polissage à sec des),	Poussières dangereuses.
Colle forte,	Odeur, émanations.
Cordonnerie (polissage, service des roues sablées),	Poussières dangereuses.
Dérochage du fer, cuivre, zinc,	Emanations nuisibles.
Dynamos (surveillance des),	Danger d'accidents.
Dynamite (fabrication et manipulation),	" "
Etampage du métal (service des presses),	" "
Etamage des glaces,	Emanations nuisibles.
Etamage des ustensiles en tôle,	" "
Etamage du fil de fer,	" "
Engrais (dépôt et fabrication des),	" "
Equarrissage de chevaux et autres animaux,	" "
Effilochage et déchetage des chiffons,	Poussières nuisibles.
Fentre goudronné,	Odeurs et fumées nuisibles.
Fulminate de mercure,	Danger d'explosion.
Fonte et laminage du fer, cuivre, plomb, zinc,	Fumée nuisible, danger d'accidents.
Fer (galvanisation),	Vapeurs délétères.
Gaz pour usage public,	Danger d'explosion, odeur.
Goudron (immersion des tuyaux et blocs de bois),	Odeur et fumée nuisible.
Huile (fabrique et dépôt),	Danger d'incendie.
Marbre (sciage et polissage du),	Poussières nuisibles.
Oxide de fer (embarillage et manipulation),	Poussières nuisibles.
Pilerie mécanique des drogues,	" " et malsaines.
Polissage du bois sur roues sablées,	" " dangereuses.
Polissage à sec (cuivre, fer, corne),	" " "
Peaux, teinture des peaux.	Odeur malsaine.
Peaux et cuir (apprêtage et lustrage des),	Poussières nuisibles, danger d'accidents.
Poudre (fabrication, manipulation de la),	Danger d'explosion.
Poudres pour la pâte (emboitage),	Poussières nuisibles.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 27th March, 1902.

Present: the LIEUTENANT-GOVERNOR in council.

It is ordered that the industrial establishments enumerated in the following list be classed as "dangerous, unhealthy or incommodious", pursuant to the provisions of the Act 57 Vict., ch. 30, articles 3023 and 3053, and declared liable to inspections and other provisions of articles 3020 and 3034 of the said Act.

It is further ordered that the following list or classification be approved by His Honor the Lieutenant-Governor in council, under the authority of article 3053, section 2, of the said Act, 57 Vict., ch. 30, as a new "Regulation", to replace the list approved by His Honor the Lieutenant-Governor on the 20th of January, 1891, which is to be considered as rescinded and annulled.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of Executive Council.

Regulation concerning industrial establishments, approved by the Lieutenant-Governor in council, on the 27th March, 1900, under the authority of the Act 57 Victoria, chapter 30.

The industrial establishments mentioned in the following list are classified, by the present regulation, as "dangerous, unhealthy or incommodious", according to the provisions of the Act 57 Victoria, chapter 30, articles "3023" and "3053".

ESTABLISHMENTS.

MOTIVE.

Abattoirs,	Danger of accidents.
Acids Muriatic,	"
" Nitric,	Deleterious fumes.
" Sulphuric,	Danger of accidents.
" Oxalic,	" of deleterious fumes.
Asphalt (preparation of),	Odor, injurious dusts.
Arsenic (white),	Dangerous dusts.
Baking Powder (boxing of),	Injurious dusts.
Bakeries (rolling of dough),	Danger of wounds.
Biscuits	"
Benzine (storage of and manipulation),	Danger of fire.
Beating of carpets on a large scale,	Injurious dusts.
Beating and cleaning of wools,	"
Cartridges (working at loading machines),	Danger of explosion.
Cutlery (grinding and turning of stones),	Injurious dusts.
Capes and detonators,	Danger of explosion.
Canning works (soldering of boxes),	Deleterious gases.
Can Manufacturing,	"
Cement (crushing and barrelling of),	Injurious dusts.
Crushing of lime, plaster and stone,	"
Cleaning of iron, brass or zinc with acids,	Injurious emanations.
Crystal (dry polishing of),	Dangerous dusts.
Confectioner (machines for rolling candy),	Danger of accidents.
Dry polishing of iron, brass or horn,	Injurious dusts.
Drugs (mechanical pounding of),	"
Dynamite (making or handling),	Danger of explosion.
Dynamos (supervision of),	Danger of accidents.
Felt (carring of),	Odor and injurious smoke.
Flesh and refuse from abattoirs,	Injurious emanations.
Fulminate of mercury,	Danger of explosion.
Fertilizer (making or storing of),	Deleterious emanations.
Flaying of horses and other animals,	"
Gas for public use,	Danger of explosion.
Glue,	Injurious odors.
Hoists, Elevators (running of),	Danger of accidents.
Iron (galvanizing),	Deleterious vapors.
Laundries (Ironing Machines),	Danger of accidents.
Matches (mixing and dipping departments),	Special diseases caused by emanations.
Mirrors (plating of),	Injurious emanations.
Marble (sawing and polishing of),	Injurious dusts.
Nails (grinding tools and turning stones),	"
Oil cloth,	Odor, danger of fire.
Oils (storing and making of),	"
Paris Green (boxing of),	Injurious dusts.
Rubber works (varnishing department),	Deleterious vapors.
Shoe factories (polishing, sand papering on machines),	Dangerous dusts.
Sand papering wood by machinery,	"
Smelting and rolling of iron, brass, lead, zinc,	Injurious smoke, danger of accidents.
Skins (dyeing of),	Bad odor, emanations.
Stamping of sheet metal (working the presses),	Danger of accidents.
Oxide of iron (handling and barrelling),	Injurious dusts.
Paint (Boxing and canning of),	Deleterious emanations.
Powder (making and manipulating),	Danger of explosion.
Skins and leather (preparation and glossing of),	Injurious dusts, danger of accidents.
Rags (sorting and manipulating of),	Injurious dusts.
" Cutting and grinding (garnetting of),	"

Préparation du bois (service des machines à outils tranchants),
Peinture (emboitage),
Toiles vernies,
Tréfilerie (étirage du fil de fer, cuivre),
Suif (bouillage du),
Vert de Paris (emboitage du),
Vernis (sur métaux, séché au four),

Danger d'accidents.
Emanations malsaines.
Odeur, danger d'incendie.
Danger de blessures.
Danger d'incendie et blessures.
Poussières malsaines.
Emanations malsaines.

Conformément aux dispositions de l'acte 57 Victoria, chapitre 30, article "3023", l'âge des ouvriers employés dans les établissements dont la liste est donné ci-dessus ne doit pas être moindre de seize ans, pour les garçons, et de dix-huit ans pour les filles ou les femmes. 1381

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, l'igné ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, ou si des personnes se proposent de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or changing any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately

Tar (dipping of iron pipes and wooden blocks),
 Tinning of sheet iron utensils,
 " " wire,
 Tallow (boiling),
 Varnishing metal dried in ovens,
 White lead,
 Wood (working on edge tool machines),
 Wire (making and drawing),

Injurious smoke.
 Deleterious fumes.
 " "
 Danger of fire.
 Deleterious and injurious smoke.
 Special diseases caused by emanations.
 Danger of accidents.
 " "

According to the provisions of the Act 57 Victoria, chapter 30, article "3023", the age of the employees of the establishments enumerated in the above list, shall not be under sixteen years, for boys, and eighteen years for girls or women.

138

cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation deront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des membres en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

31

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le

after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

32

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the pervue of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telcgraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any indivi-

déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste

or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a state-

doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales."

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

1409

ment in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

1410

Avis Divers

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1024.
 Dame Mary Ann Thompson, de la ville de Saint-Paul, dans le district de Montréal, épouse de Alphonse N. Brunet, Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Alphonse N. Brunet, Défendeur.
 Avis public est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, entre les susdites parties.
 SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 2 avril 1902. 1393

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 190
 Dame Marie Normandine Olier, Demanderesse ;
 vs.
 Albert Gohier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par Dame Marie Normandine Olier, dûment autorisée aux présentes, contre son époux, Albert Gohier, commerçant, tous deux des cité et district de Montréal.
 BASTIEN, BERGERON
 & COUSINEAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 22 mars 1902. 1277-2

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
 No 460.
 Dame Ernestine Lamothe a, ce jour, poursuivi en séparation de biens son époux, Joseph Arthur Lajoie, commerçant, de Shawenegan Falls.
 L. P. GUILLET,
 Avocat de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 21 mars 1902. 1287.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour supérieure.*
 No 1516
 Madame Marie Louise Trouillet, du village de Chambly Canton, dans le district de Montréal, épouse de Napoléon Racicot, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Napoléon Racicot, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.
 RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,
 GERVAIS & RAINVILLE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 17 janvier 1902. 1199.3

Province de Québec, }
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
 No 2630.
 Dame Hermine Martin dit Versailles, des cités et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Monette, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Louis Monette, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.
 BEAUCHAMP & BRUCHESI,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 7 mars 1902. 1127.4

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1024.
 Dame Mary Ann Thompson, of the town of Saint Paul, in the district of Montreal, wife of Alphonse N. Brunet, Plaintiff ;
 vs.
 The said Alphonse N. Brunet, Defendant.
 Public notice is hereby given that an action for separation of property has been, this day, instituted between the above parties.
 SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 2nd April, 1902. 1394

Province of Québec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 190.
 Dame Marie Normandine Olier, Plaintiff ;
 vs.
 Albert Gohier, Defendant.
 An action in separation as to property has been, this day, instituted by Dame Marie Normandine Olier, duly authorized for the purpose hereof, against her husband, Albert Gohier, trader, both of the city and district of Montreal.
 BASTIEN, BERGERON,
 & COUSINEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 22nd March, 1902. 1278

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 460.
 Dame Ernestine Lamothe has, this day, sued for separation of property her husband, Joseph Arthur Lajoie, trader, of Shawenegan Falls.
 L. P. GUILLET,
 Attorney for plaintiff.
 Three Rivers, 21st March, 1902. 1288

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1516.
 Dame Marie Louise Trouillet, of the village of Chambly Canton, in the district of Montreal, wife of Napoléon Racicot, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs.
 The said Napoléon Racicot, Defendant.
 An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day, by the plaintiff against said defendant.
 RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,
 GERVAIS & RAINVILLE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 17th January, 1902. 1205

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No 2630.
 Dame Hermine Martin dit Versailles, of the city and district of Montreal, wife commune en biens of Louis Monette, butcher, of the same place, duly authorized for the purpose hereof, Plaintiff ;
 vs.
 The said Louis Monette, Defendant.
 An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.
 BEAUCHAMP & BRUCHESI,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 7th March 1902. 1128

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2693.

Dame Amelia Delage, épouse de Henri Mathieu, marchand, de la cité de Montreal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Henri Mathieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

P. A. BOUDREAULT,
Procureur de la demanderesse.

1560, rue Notre-Dame.
Montréal, 13 mars 1902. 1193.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1652.

Dame Marie Mahaire, épouse de Arthur Vaillancourt, marchand, de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Arthur Vaillancourt, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

P. A. BOUDREAULT,
Procureur de la demanderesse.

1560, rue Notre-Dame.
Montréal, 14 mars 1902. 1191.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 185.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Elisa Dalpé, dûment autorisée aux fins des présentes, contre son époux, Christophe Collette, fils, commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district de Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 3 mars 1902. 1023.5

Cour Supérieure.—District de Québec.
No 91.

Dame Victoria Desroches, dûment autorisée, de Québec, a pris ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Gustave Haynes, du même lieu, police secrète.

HUBERT CIMON,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 12 mars 1902. 1165.4

Dame Marie Alphonsine *alias* Marie Simard, donne avis qu'elle a, ce jour, pris à la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, une action en séparation de biens d'avec son mari, Pierre *alias* Pitre Martel, marchand, du village de Roberval, le 8 mars 1902.

L. A. LANGLAIS,
Procureur de la demanderesse.
1133.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 855.

Dame Emma Savage, de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal, épouse de J. Pierre Marchildon, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PICHÉ & CORDEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 17 février 1902. 1025.5

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Dame Amanda Garon, épouse de Jules Bruno Michaud, cultivateur et voyageur de commerce, de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Jules Bruno Michaud, Défendeur.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2693.

Dame Amelia Delage, of the city of Montreal, wife of Henri Mathieu, trader, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
Henri Mathieu, Defendant.
An action in separation as to property has been, this day, instituted.

P. A. BOUDREAULT,
Attorney for plaintiff.

1560, Notre Dame street.
Montreal, 13th March, 1902. 1294

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1652.

Dame Marie Mahaire, of the city of Montreal, wife of Arthur Vaillancourt, trader, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
The said Arthur Vaillancourt, Defendant.
An action in separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

P. A. BOUDREAULT,
Attorney for plaintiff.

1560, Notre Dame street.
Montreal, 14th March, 1902. 1192

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 185.

An action in separation as to property has, day, been instituted by Dame Elisa Dalpé, duly authorized for the purpose hereof, against her husband, Christophe Collette, junior, trader, both of the parish of Saint Antoine, district of Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 3rd March, 1902. 1024

Superior Court—District of Québec.
No. 91.

Dame Victoria Desroches, duly authorized, of Québec, has, this day, taken an action for separation of property against her husband, Gustave Haynes, of the same place, detective.

HUBERT CIMON,
Attorney for plaintiff.
Québec, 12th, March 1902. 1166

Dame Marie Alphonsine *alias* Marie Simard, gives notice that she has, this day, in the superior court for the district of Chicoutimi, instituted an action for separation of property from her husband, Pierre *alias* Pitre Martel, merchant, of the village of Roberval, on the 8th of March, 1902.

L. A. LANGLAIS,
Attorney for plaintiff.
1134

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 855.

Dame Emma Savage, of the parish of Saint Martin, district of Montreal, wife of J. Pierre Marchildon, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

PICHÉ & CORDEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th February, 1902. 1026

Superior court.—District of Kamouraska

Dame Amanda Garon, wife of Jules Bruno Michaud, farmer and commercial traveller, of the parish of Saint Louis de Kamouraska, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.
The said Jules Bruno Michaud, Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée et cette cause, le quinzième jour de janvier 1902.

L. C. RIOU,
Avocat de la demanderesse.
Fraserville, 15 janvier 1902. 1263.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 186.

Clodomire Vézina, de Montréal, épouse commune en biens d'Ovila Charette, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Ovila Charette, menuisier, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 8 mars 1902. 1099.4

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Kamouraska. }
No 2933.

Dame Clarisse Tremblay, épouse de Joseph Arthur Montreuil, commerçant, de la ville de Fraserville, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

GUST. J. CHAGNON,
Avocat de la dite Dame Tremblay.
Fraserville, 3 mars 1902. 1037-5

Cour Supérieure.—Kamouraska.

Dame Marie Caroline Hudon dit Beaulieu, épouse de François Xavier Roy, marchand, de Saint-Philippe de Néri, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

et

Le dit François Xaxier Roy, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour de mars 1902.

RIOU & POTVIN,
Avocats de la demanderesse.
Fraserville, 19 mars 1902. 1265.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Stephens Murphy, épiciier, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ;

vs.

Hattie alias Harriet Adams, épouse commune en biens du dit Stephens Murphy, dûment autorisée par un ordre de la cour supérieure, à ester en justice, du même lieu, Défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, intentée par le demandeur contre la défenderesse.

BISAILLON & BROSSARD,
Avocats du demandeur.
Montréal, 7 mars 1902. 1385

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique in incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "The Jas. A. Brook Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de préparer pour conserver, acheter, vendre du bœuf, du lard, du mouton mis en canistre et en faire le commerce ; acheter et vendre toute sorte de déchets, engrais, graine, huile, colle, etc., etc., provenant d'abattoir ou de boucherie ; acheter et vendre tout ce qui est nécessaire aux bouchers, aux emballeurs, aux marchands de produits et de

An action for separation of property has been instituted in this cause on the fifteenth day of January, 1902.

L. C. RIOU,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, 15th January, 1902. 1264

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 186.

Clodomire Vezina, of Montreal, wife common as to property of Ovila Charette, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

Ovila Charette, joiner, of Montreal, Defendant.

An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 8th March, 1902. 1100

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Kamouraska. }
No, 2933.

Dame Clarisse Tremblay, wife of Joseph Arthur Montreuil, trader, of the town of Fraserville, has, this day, taken an action in separation as to property against her said husband.

GUST. J. CHAGNON,
Attorney for said Dame Tremblay.
Fraserville, 3rd March, 1902. 1038

Superior Court.—Kamouraska.

Dame Marie Caroline Hudon dit Beaulieu, wife of François Xavier Roy, merchant, of Saint-Philippe de Néri, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

and

The said François Xavier Roy, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the seventeenth day of March, 1902.

RIOU & POTVIN,
Attorneys for plaintiff.
Fraserville, 19th March, 1902. 1266

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court

Stephens Murphy, grocer, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

Hattie alias Harriet Adams, wife commune en biens of the said Stephens Murphy, duly authorized by an order of the superior court, to ester en justice, of the same place, Defendant.

An action for separation from bed and board has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th March, 1902. 1386

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter by letters patent, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "The Jas. A. Brook Company."

2. The objects for which incorporation is sought are to carry on the business of manufacturing, curing, buying, selling and dealing in beef, hog and sheep casings and all and every kind of abattoir or slaughter house offal, fertilizers, fat, oil, glue, &c., &c., butchers', packers' produce and provision merchants' and dairymen's supplies and to carry on a general manufacturers agency business, and to do all

provisions et aux laitiers ; d'agir comme agents des manufacturiers en général et de faire toutes affaires de même nature et s'y rapportant, le tout à commission ou autrement avec pouvoir d'acquiescer les affaires, la clientèle, le fond de commerce et les contrats de toute personne, société ou corporation engagée dans le même genre de commerce, soit entreprise déjà en opération ou autrement, et en général de faire tout ce qui peut être nécessaire pour mener à bonne fin les dits objets.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$10,000.00 divisé en 1000 actions de \$10.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Robert Brown, manufacturier, Reginald Mortimer Courtney, courtier, tous deux de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; James Alexander Brook, agent, Dickson Coningham Scott Miller, courtier, et Hugh Gordon Waring, comptable, tous trois de la cité de Montréal, dans la province de Québec. Les trois premiers ci-dessus nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie. Tous sont sujets anglais et résidents au Canada.

JOHN F. MACKIE,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 29 mars 1902.

1375

Avis est présentement donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, application sera faite au lieutenant gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau de la province de Québec.

1° Le nom de la compagnie sera " Union Home and Real Estate Company "

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée, sont pour faciliter l'achat, la vente, le louage, la tenure de propriétés et sûretés hypothécaires, de les acheter et les vendre et de contracter en rapport d'iceux, et de faire toutes choses se rapportant aux fins et opérations de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la susdite compagnie sera dans la cité de Montréal, province de Québec.

4° Le montant de son capital sera de (\$10,000.00) dix mille piastres, divisé en quatre cents parts de vingt-cinq piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants qui seront les premiers directeurs de la dite compagnie, lesquel's sont tous sujets britanniques, demeurant en Canada, sont les suivants : Peter Elie Brown, agent financier ; Gustave des Troismaisons, gentilhomme ; Ernest Edward Kent, dentiste ; Pascal Deslauriers, agent d'immeubles ; Louis Deneau, agent d'immeubles ; Joseph Albert Guimond, gentilhomme ; Charles Cushing, notaire, tous des cité et district de Montréal.

W. A. WEIR,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 2 avril 1902.

1395

Avis est par le présent donné que, William Maxwell, cultivateur, du canton de Wakefield, comté de Wright, présentera, le premier jour de mai prochain, à dix heures de l'avant-midi, ou aussitôt après qu'il pourra être entendu, à la cour supérieure ou à un juge de cette cour, siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, dans la cité de Hull, une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registraire de la division d'enregistrement de Wright, d'enregistrer un certain acte de transport à lui consenti par Dame Catherine McVeigh, veuve de feu Thomas Maxwell, sa mère, Sarah Maxwell, fille majeure, maintenant décédée, Ann Maxwell, épouse de John Stevenson, et le dit John Stevenson pour autoriser sa femme, Martha Maxwell, épouse de James Cooper, et le dit James Cooper pour autoriser sa femme, la dite dame

business of a like nature or incidental thereto, the whole on commission or otherwise with the power to acquire the business, good-will, stock-in-trade and contracts of any person, firm or corporation engaged in any similar business, either as a going concern or otherwise, and generally to do whatsoever may be necessary to effectually carry out the above objects.

3. The chief place of business of the company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock is to be \$10,000.00, divided into 1000 shares of \$10.00 each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Robert Brown, manufacturer, Reginald Mortimer Courtney, broker, both of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; James Alexander Brook, agent, Dickson Coningham Scott Miller, broker, and Hugh Gordon Waring, accountant, all three of the city of Montreal, in the province of Quebec. The first three of whom are to be the first or provisional directors of the company. All of whom are british subjects and resident in Canada.

JOHN F. MACKIE,
Sollicitor for applicants.

Montreal, 29th March, 1902.

1376

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the great Seal.

1. The corporate name of the company shall be " Union Home and Real Estate Company. "

2. The purposes for which its incorporation is asked, are to facilitate the buying, selling, leasing and holding of real estate and hypothecary securities, to buy and sell the same and contract in relation thereto, and to do all things relative to the objects of the company.

3. The chief place of business of the said company will be at the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The amount of its capital stock will be ten (\$10,000.00) thousand dollars, divided into four hundred shares of twenty-five dollars each.

5. The full names, residence and calling of the petitioners who will be the first directors of the said company, and all of whom are british subjects, resident in Canada, are as follows : Peter Elie Brown, financial agent ; Gustave des Troismaisons, gentleman ; Ernest Edward Kent, dentist ; Pascal Deslauriers, real estate agent ; Louis Deneau, real estate agent ; Joseph Albert Guimond, gentleman ; Charles Cushing, notary public, all of the said city and district of Montreal.

W. A. WEIR,
Attorney for petitioners.

Montreal, 2nd April, 1902.

1396

Notice is hereby given that, William Maxwell, of the township of Wakefield, county of Wright, farmer, will present on the first day of May next, at ten o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as he can be heard, to the superior court or to a judge of the said court, sitting in and for the district of Ottawa, at the court house, in the said city of Hull, a petition to obtain an order to the registrar of the registration division of the county of Wright, to register a certain deed of transfer consented to him by Dame Catherine McVeigh, widow of the late Thomas Maxwell, his mother, Sarah Maxwell, spinster, now deceased, Ann Maxwell, wife of John Stevenson, and the said John Stevenson to authorize his said wife, Martha Maxwell, wife of James Cooper, and the said James Cooper to authorize his said wife, the said Martha Maxwell, since decease,

Martha Maxwell, actuellement décédée, Thomas Maxwell, actuellement décédé, et sa femme, Mary Millen, pour renoncer au douaire tant pour elle-même que pour ses enfants nés ou à naître de son mariage avec le dit Thomas Maxwell, tous du township de Wakefield, à l'exception de la dite Martha Maxwell et son époux, qui sont de la cité de Hull, Mr. John Maxwell, de Langly, Colombie Anglaise, et Dame Elizabeth Carman, son épouse, pour renoncer au douaire tant pour elle-même que pour ses enfants nés et à naître du dit John Maxwell, le dit acte signé en présence de témoins, le ou vers le quinze d'avril mil huit cent soixante et dix-sept, et immédiatement enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa, par lequel la dite dame Catherine McVeigh comme ayant été commune en biens avec le dit Thomas Maxwell et les autres comparants étant avec le dit William Maxwell, les seuls héritiers du dit feu Thomas Maxwell, ont transporté au dit William Maxwell, le lot numéro six B, du second rang du dit canton de Wakefield, et faisant remonter cet enregistrement au dit jour quinze d'avril mil huit cent soixante-dix-sept.

Donné en la cité de Hull, ce dix-huitième jour de mars A. D. 1902.

1271.2

WILLIAM MAXWELL.
Par N. TETREAU, N. P.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de Québec, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1o. Le nom proposé de la compagnie sera "Club Social de Saint-Henri."

2o. Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de se recréer et s'instruire ; avoir un local pour y avoir gymnase, jeux, billards, bibliothèque et salle de lecture ; construire, meubler, posséder, mettre en opération, maintenir, conduire un restaurant et toutes affaires y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs de toutes sortes sous licence pour l'usage des membres du dit Club Social de Saint-Henri.

3o. La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Saint-Henri de Montréal, province de Québec.

4o. Le montant proposé du fonds social sera de deux mille dollars courant, divisé en deux cents actions de dix dollars chacune.

5o. Les noms des requérants sont : Antoine Léger, entrepreneur, Joseph Laliberté, commis, François-Xavier Bourduas, marchand-tailleur, Pierre Chicoine, marchand, Clément Lafleur, industriel, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal.

M. G. LAROCHELLE,
Procureur des requérants.
Montréal, 24 mars 1902. 1283.2

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée, sera "La Compagnie à bois Jacques-Cartier."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'acquérir, louer, vendre, posséder et retenir par tous titres légaux, des biens meubles et immeubles, terres, limites à bois, pouvoirs d'eau, moulins à scie, fabriques de pulpe et papier, aqueducs, pouvoirs électriques, tramways électriques et autres privilèges et améliorations qui peuvent être nécessaires ou utiles pour le commerce

Thomas Maxwell, now deceased, and his wife, Mary Millen, to renounce the dower as well for herself as for any child born or to be born from her marriage with said Thomas Maxwell, all of the township of Wakefield, with the exception of said Martha Maxwell and her said husband, who were of the city of Hull, Mr. John Maxwell, of Langly, in British Columbia, and Dame Elizabeth Carman, his wife, to renounce the dower for herself and her children issue of her marriage with said John Maxwell, said deed signed in the presence of witnesses, on or about the fifteenth of April, A.D. one thousand eight hundred and seventy-seven, and immediately registered in the registry office for the county of Ottawa, by which said deed the said Dame Catherine McVeigh as having been common as to property with said late Thomas Maxwell, and the other parties as being with said William Maxwell, the sole heirs of the said late Thomas Maxwell, have transferred to the said William Maxwell, the lot number six B, in the second range of the said township of Wakefield, said registration of date from the said fifteenth day of April, A. D. one thousand eight hundred and seventy-seven.

Given at the city of Hull, this eighteenth day of March, A. D. 1902.

1272

WILLIAM MAXWELL.
By N. TETREAU, N. P.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies' act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "Club Social de Saint Henri".

2. The purposes for which incorporation is sought are : to divert, recreate and instruct oneself ; to have a house for the purpose of making an installation of complete gymnasium and games, and billiard, a library and reading room : to built, furnish, possess, operate, maintain a restaurant and all pertaining thereto, also the right to sell liquors of all kinds with license for the use of the members of said "Club Social de Saint Henri".

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Saint Henri de Montréal, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be two thousand dollars currency, divided into two hundred shares of ten dollars each.

5. The names in full of the applicants are : Antoine Léger, contractor, Joseph Laliberté, clerk, François-Xavier Bourduas, merchant tailor, Pierre Chicoine, merchant, Clément Lafleur, industrial, of the city of Saint Henri de Montréal, district of Montreal.

M. G. LAROCHELLE,
Solicitor for applicants.
Montreal, 24th March, 1902. 1284

Notice is hereby given that a demand will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The corporative name of the proposed company, shall be "La Compagnie à bois Jacques-Cartier."

2. The objects for which the incorporation is asked, are : to acquire, rent, sell, possess and retain for all legal titles, moveables and immoveables, lands, wood limits, water-powers, saw-mills, pulp and paper manufactures, water-works, electric powers, electric tramways and other privileges and improvements which may be necessary or useful for the business of the said company, do and con-

de la compagnie, faire et conduire ses affaires générales comme entrepreneur et commerçant de tous genres

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Québec.

4 Le fonds social sera de cent quatre-vingt-dix mille (\$190,000.00) piastres, divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions, de cent (\$100.00) piastres chacune.

5° Les requérants sont : Joseph Hercule Dansereau, marchand de bois, et Dame Marie Rachel Chagnon, tous deux de Verchères ; Louis Philorum Lazure, marchand général, Dame Marie Olivine Chagnon, et Pierre Napoléon Lazure, cultivateur, ces trois derniers de Saint-Rémi.

6° Les dits Joseph Hercule Dansereau, Louis Philorum Lazure et Pierre Napoléon Lazure, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

Pour les requérants.

Daté à Québec, ce douzième jour de mars mil neuf cent deux. 1205.3

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera "La Compagnie limitée L. P. Lazure."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'acquérir, de prendre possession et de continuer comme entreprise en exploitation les affaires actuellement conduites à Saint-Rémi par L. P. Lazure, comme commerçant général et propriétaire de magasin à départements, d'acquérir, vendre et louer les meubles et immeubles et manufactures qui seront jugés utiles au commerce de la dite compagnie, de mettre les dites affaires en opération et de faire toutes autres choses du genre de celles-ci.

3° Le siège principal de la dite compagnie sera à Saint-Rémi, dite province de Québec.

4° Le fonds social sera de quatre-vingt-dix mille (\$90,000.00) piastres, divisé en quatre-vingt-dix (90) actions de cent (\$100.00) chacune.

5° Les requérants sont : Louis Philorum Lazure, marchand, Louis Moïse Corneillier, Jean Chagnon et Hilaire Lamarre, commis, tous de Saint-Rémi susdit, et Joseph Théodule Poirier, marchand, de la cité de Montréal.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

Pour les requérants.

Daté à Québec, ce douzième jour de mars mil neuf cent deux. 1203.3

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans les trente jours qui suivront la dernière insertion du présent avis, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil de cette province, par Henry Hamilton, marchand, Napoléon Edouard Hamilton, marchand, George Hamilton, commis, tous trois de la cité de Montréal, et Henry Hamilton, jr, marchand, et Auguste Singer, comptable, ces deux derniers de la ville de Westmount, aux fins d'obtenir des lettres patentes, les incorporant comm compagnie à fonds social sous les nom et raison de "La Compagnie Hamilton (limitée)," ainsi que toutes autres personnes qui pourront à l'avenir devenir membres de la dite société.

Le but de cette société est de faire le commerce en gros et en détail de toutes les marchandises qui se vendent généralement dans les magasins à rayon (departmental store).

La place principale d'affaires sera dans la cité de Montréal, avec pouvoir d'établir des succursales dans les différentes villes de la province.

duct its general business as undertaker and trader of all kinds.

3. The principal place of business of the company shall be in Quebec.

4. The capital stock of the company shall be one hundred and ninety thousand (\$190,000.00) dollars, divided into one hundred and ninety (190) shares, of one hundred (\$100.00) dollars each.

5. The petitioners are : Joseph Hercule Dansereau, lumber merchant, and Dame Marie Rachel Chagnon, both of Verchères ; Louis Philorum Lazure, general merchant, Dame Marie Olivine Chagnon, and Pierre Napoléon Lazure, farmer, the last three mentioned of Saint Rémi.

6. The said Joseph Hercule Dansereau, Louis Philorum Lazure, and Pierre Napoléon Lazure, all subjects of His Majesty and residing in Canada, shall be the first directors of the said company.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

For the petitioners.

Dated at Quebec, this twelfth day of March, one thousand nine hundred and two. 1206

Notice is hereby given that a demand will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The corporative name of the proposed company will be "La Compagnie limitée L. P. Lazure."

2. The objects for which the incorporation is asked, are : to acquire, to take possession and to continue the business actually conducted at Saint Rémi by L. P. Lazure, as general merchant and proprietor of departmental store, to acquire, sell and rent moveables and immoveables and the manufactures which will be deemed necessary for the business of the said company, to put the said business in operation and to do all other affairs appertaining to the said business.

3. The principal place of business of the said company shall be at Saint Rémi, in said province of Quebec.

4. The capital stock of the company shall be ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into ninety (90) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The petitioners are : Louis Philorum Lazure, merchant, Louis Moïse Corneillier, Jean Chagnon and Hilaire Lamarre, clerks, all of Saint Rémi aforesaid, and Joseph Théodule Poirier, merchant, of the city of Montreal.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty and residing in Canada, shall be the first directors of the said company.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

For the petitioners.

Dated at Quebec, this twelfth day of March, one thousand nine hundred and two. 1204

NOTICE.

Notice is hereby given that within thirty days after the last insertion of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in council of this province, by Henry Hamilton, merchant, Napoleon Edouard Hamilton, merchant, George Hamilton, clerk, all three of the city of Montreal, and Henry Hamilton, jr., merchant, and Auguste Singer, accountant, the two latter of the town of Westmount, for the purpose of obtaining letters patent, incorporating them as a joint stock company, by the name "La Compagnie Hamilton (limitée)," as well as any other persons who may in future become members of the said company.

The object of this company is to carry on wholesale and retail trade in all kinds of merchandize, which are sold generally in departmental stores.

Its chief place of business will be in the city of Montreal, with power to establish branches in the different towns of the province.

Le montant du fonds social sera de \$100,000.00 divisé en mille parts de cents piastres chacune.

Les cinq personnes ci-dessus mentionnées seront les directeurs provisoires de la dite société.

HENRY HAMILTON,

Pour les requérants.

Montréal, 13 mars 1902.

1183.4

Avis est par le présent donné que sous quatre semaines consécutives de publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," une demande sera faite au Lieutenant Gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1o Le nom collectif proposé de la compagnie sera le "Victoria Yacht Club, Limited."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Fournir des endroits de club de yacht sur le lac Dechesne ou près de la ville d'Aylmer, dans la province de Québec, et préparer les dits endroits pour navigation en bateaux et en yachts et pour autres fins de la compagnie, et de fournir des pavillons, bains, salles de rafraîchissements et autres commodités y ayant rapport,

(b) Promouvoir la navigation en bateaux et en yacht et autres amusements et passe-temps aquatiques.

(c) Tenir et préparer des courses en bateau et en yacht et concours, et offrir et donner des prix, récompenses et distinctions ou y contribuer.

(d) Souscrire, devenir membre et coopérer avec toute autre association, soit incorporée ou non, dont les objets sont tous ou en partie semblables à ceux de cette compagnie.

(e) Acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte d'appareils et de toute sorte de provisions, liquides et solides, requises par les personnes fréquentant les endroits de la compagnie.

(f) Acheter, louer ou acquérir autrement toutes terres, bâtisses, servitudes, propriétés, meubles et immeubles qui peuvent être requises pour les fins de la compagnie ou capables d'être employés convenablement en rapport avec aucun des objets d'icelle.

(g) Prélever de l'argent par souscription, et accorder tous les droits et privilèges aux souscripteurs.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville d'Aylmer, dans la province de Québec.

4o Le fonds social proposé sera de dix mille piastres.

5o Le nombre d'actions sera de mille, et le montant de chaque action sera de dix piastres.

6o Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Robert Hughes Conroy, du dit village de Aylmer, propriétaire de moulin ; Alexander Harvey Taylor, estimateur de douanes ; James Evans Grant, marchand de quincaillerie ; William Alfred Grant, marchand de quincaillerie, et Edward Albert Olver, garde-magasin, tous de la cité d'Ottawa, dans

The amount of its capital stock will be \$100,000.00, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

The five persons hereinabove named will be the interim directors of the said company.

HENRY HAMILTON,

For the petitioners.

Montreal, 13th March, 1902.

1184

Notice is hereby given that after publication for four consecutive weeks of this notice, in the "Quebec Official Gazette," application will be made to the Lieutenant-Governor for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is the "Victoria Yacht Club, Limited."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

(a) To provide yacht club premises on lake Dechesne, at or near the town of Aylmer, in the province of Quebec, and lay out such premises for boating, yachting and other purposes of the company, and to provide pavilions, lavatories, refreshment rooms and other conveniences in connections therewith.

(b) To promote boating and yachting and other aquatic sports and pastimes.

(c) To hold and arrange boating and yachting races and competitions, and offer and grant or contribute towards the provision of prizes, awards and distinctions.

(d) To subscribe to, become a member of, and co-operate with any other association, whether incorporated or not, whose objects are altogether or in part similar to those of this company.

(e) To buy, sell and deal in all kinds of apparatus and all kinds of provisions, liquid and solid, required by persons frequenting the company's premises.

(f) To purchase, take or lease, or otherwise acquire any lands, buildings, easements, property, real and personal, which may be requisite for the purposes of, or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company.

(g) To raise money by subscriptions, and to grant any rights and privileges to subscribers.

3. The chief place of business of the said company is to be the town of Aylmer, in the province of Quebec.

4. The intended capital stock is ten thousand dollars.

5. The number of shares is to be one thousand, and the amount of each share is to be of the value of ten dollars.

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Robert Hughes Conroy, of said village of Aylmer, mill owner ; Alexander Harvey Taylor, customs appraiser ; James Evans Grant, hardware merchant ; William Alfred Grant, hardware merchant, and Edward Albert Olver, warehouseman, all of the city of Ottawa, in the province of On-

la province d'Ontario, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

CODE & BURRITT,

Solliciteurs des requérants.
Daté ce 10e jour de mars 1902.

1131.4

CODE & BURRITT,

Solicitors for appellants.
Dated this 10th day of March, 1902.

1132

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Joliette, } *Cour Supérieure.*
In re L. B. Fontaine, } Failli ;

et
E. G. Piché, Curateur.
Avis est donné que, le 26 mars 1902, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit L. B. Fontaine, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

E. G. PICHE,
Curateur.
1363

Joliette, 26 mars 1902.

Province de Québec, }
District de Joliette, } *Cour Supérieure.*
In re Eugène Tessier dit Lavigne, } Failli ;

et
E. G. Piché, Curateur.
Avis est donné que, le 26 mars 1902, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Eugène Tessier dit Lavigne, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

E. G. PICHE,
Curateur.
1365

Joliette, 26 mars 1902.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St François, }
No 395.

Charles H. Edwards *et al.*, Demandeurs ;
vs.
Albert B. Waldron (Clifton East), Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-troisième jour d'avril 1902, après laquelle date les dividendes, sur réclamations assermentées, seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, Qué., 3 avril 1902. 1377

Province de Québec, }
District d'Ottawa, } *Cour Supérieure.*
J. E. Lapointe, } Demandeur ;

vs.
E. N. Hurtubise & Co., Insolubles.
Avis est par les présentes donné que E. N. Hurtubise & Co., marchand de bois, d'Aylwin, P. Q., le 24 mars 1902, consenti à faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et j'ai été nommé gardien provisoire par la cour.

F. ALBERT LABELLE, N. P.
Hull, 28 mars 1902. 1403

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Joliette, } *Superior Court.*
In re L. B. Fontaine, } Insolvent ;

and
E. G. Piché, Curator.
Notice is hereby given that, on the 26th March, 1902, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said L. B. Fontaine, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.
Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

E. G. PICHE,
Curator.
1364

Joliette, 23th March, 1902.

Province of Quebec, }
District of Joliette, } *Superior Court*
In re Eugène Tessier dit Lavigne, } Insolvent ;

and
E. G. Piché, Curator.
Notice is hereby given that, on the 26th March, 1902, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Eugène Tessier dit Lavigne, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

E. E. PICHE,
Curator.
1366

Joliette, 26th March, 1902.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of St Francis, }
No. 395.

Charles H. Edwards *et al.*, Plaintiffs ;
vs.
Albert B. Waldron (East Clifton), Defendant and insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty-third day of April, 1902, after which dividends, upon sworn claims, will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, Que., 3rd April, 1902. 1378

Province of Quebec, }
District of Ottawa, } *Superior Court.*
J. E. Lapointe, } Plaintiff ;

vs.
E. N. Hurtubise & Co., Insolvents.
Notice is hereby given that on the 24th March, 1902, E. N. Hurtubise & Co., lumber firm, of Aylwin, P. Q., has consented to make an abandonment of its assets for the benefit of its creditors, and I have been appointed provisional guardian by the court.

F. ALBERT LABELLE, N. P.
Hull, 28th March, 1902. 1404

Canada.
Province of Québec,
District des Trois-Rivières.
No 390.
In re The Beaver Lumber Co., En liquidation ;
et

George O. Tyler, Liquidateur.
Des soumissions seront reçues par le soussigné, au bureau de Kent & Turcotte, 97, rue Saint-Jacques, Montréal, jusqu'à lundi, le 14 avril 1902, à midi, pour l'achat d'un certain droit et privilège à perpétuité, mentionné dans un acte d'échange passé entre Maxime Garent et la dite Beaver Lumber Coy., devant Mre F. X. Bellemare, notaire, le 10 septembre 1877, référant à la chaussée érigée sur le lot numéro quinze, du 3e rang, de la paroisse de Saint-Elie, dans le canton de Caxton.

La plus haute ou aucune des soumissions ne sera pas nécessairement acceptée

GEORGE O. TYLER,
Liquidateur.

Montréal, 3 avril 1902.

1383

Province de Québec, }
District des Trois Rivières. } Cour Supérieure.
In re Wilhelmine Bluteau, marchande publique,
faisant affaires à Shawenigan Falls, sous la raison
sociale de "R. Bergeron & Cie."

Faille.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier bordereau de collocation, lequel sera payable à notre bureau, No 1709, rue Notre-Dame, Montréal, le vingt-quatrième jour d'avril 1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.

Montréal, 5 avril 1902.

1397

Province de Québec, }
District de Montréal: } Cour Supérieure.
No 117.

In re Trefflé Lépine, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, No 180, rue Saint-Jacques, le ou après 22 avril 1902.

Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.

CHARTRAND & TURGEON,
Curateurs conjoints.

180, rue Saint-Jacques.

Montréal, 2 avril 1902.

1401

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure
Dans l'affaire de Sharpe's City Express, Montréal,
Faille.

Avis est par le présent donné que, le 29e jour de mars 1902, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations dans notre bureau sous un mois.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,

205, rue Saint-Jacques.

Montréal, 29 mars 1902.

1399

Licitation

AVIS DE LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 26 mars courant (1902), dans une cause portant le No 2637 des dossiers de la dite cour, dans laquelle Joséphine Boileau, épouse

Canada.
Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 390.
In re The Beaver Lumber Co., In liquidation ;
and

George O. Tyler, Liquidator.
Tenders will be received by the undersigned, at the office of Kent & Turcotte, 97, Saint James street, Montreal, until Monday, 14th April, 1902, at noon, for the purchase of a certain right and privilege at perpetuity mentioned in a deed of exchange passed between Maxime Garent and the said Beaver Lumber Coy., before Mre F. X. Bellemare, notary, on the 10th September, 1877, referring to a dam erected on lot number fifteen, of the 3d range, of the parish of Saint Elie, in the township of Caxton.

The highest or any tender not to be necessarily accepted.

GEORGE O. TYLER,
Liquidator.

Montreal, 3rd April, 1902.

1384

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.
In re Wilhelmine Bluteau, public trader, and carry-
ing on business at Shawenigan Falls, under the
name, style and firm of "R. Bergeron & Co."
Insolvent.

Notice is hereby given that we have prepared a first dividend sheet, which dividend will be payable at our office, No. 1709, Notre Dame street, Montreal, on or after the twenty-fourth day of April, 1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.

1709, Notre Dame street, Montreal.

Montreal, 5th April, 1902.

1398

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 157.

In re Trefflé Lépine, Montréal, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, No. 180, Saint James street, on or after the 22nd April, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

CHARTRAND & TURGEON,
Joint curators.

180, Saint James street,

Montreal, 2nd April, 1902.

1402

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of Sharpe's City Express, Montréal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the superior court, on the 29th day of March, 1902, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

Creditors are requested to file their claims within one month, at our office.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,

205, Saint James street.

Montreal, 29th March, 1902.

1400

Licitation

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 26th of March instant (1902), in a suit bearing the No. 2637 of the records of the said court, in which Joséphine Boi-

commune en biens de Pierre Gougeon, journalier, tous deux de la cité et du district de Montréal, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs; et demoiselle Céline Gagnon, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, et Marceline Gagnon, épouse commune en biens de Napoléon Racine, carrier, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Gabriel Boileau, ingénieur, et Cléophas Boileau, journalier, tous de la paroisse de Saint-Laurent, dit district, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Laurent, de la contenance de 30 pieds de largeur; et borné en front par le chemin public, et en arrière par la Rivière des Prairies, d'un côté, vers l'ouest, par M. J. A. Madore, employé civil, et de l'autre côté, vers l'est, par M. Louis Dufresne, faisant partie du lot de terre No 7, des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le JEUDI, HUITIÈME jour de MAI prochain (1902), cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, chambre No 31; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

D. A. LAFORTUNE,
Procureur des demandeurs.

Montréal, 26 mars 1902. 1367
[Première publication, 5 avril 1902.]

Ventes par le Sheriff—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } CHARLES MARTIN
No 40. } ET AL, Demandeurs;
contre LA CORPORATION DU COMTE D'ARTHABASKA, Défendee-se.

Comme appartenant à Chas Martin :

1° Un emplacement sous numéro quarante et un, quatre-vingt-un (41-81), de la subdivision du lot numéro quarante et un du cadastre de Bulstrode, étant de cent vingt pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur—avec maison dessus construite, situé sur le côté ouest de la rue Sainte-Anne, dans le village de Daveluyville.

2° Un emplacement étant partie du lot douze B (12 B), de la continuation du onzième rang de Maddington—avec une boulangerie dessus construite, situé dans le canton de Maddington, paroisse de Sainte-Anne du Sault; et borné en front à la route, en arrière à Dame Zéé Brunault, d'un côté au chemin de front, et de l'autre côté au chemin de fer Inter-colonial.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le SEIZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Sheriff, Shérif.
Arthabaskaville, 13 mars 1902. 1181.2
[Première publication, 15 mars 1902.]

leau, wife common as to property of Pierre Gougeon, laborer, both of the city and district of Montréal, and the latter as well personally as to authorize his said wife for the purposes hereof, are Plaintiffs; and Miss Céline Gagnon, spinster, in the enjoyment of her rights, of the city and district of Montréal, and Marceline Gagnon, wife common as to property of Napoléon Racine, quarry-man, and the latter as well personally as to authorize his said wife for the purposes hereof, Gabriel Boileau, engineer, and Cléophas Boileau, laborer, all of the parish of Saint Laurent, said district, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A lot situate and being in the parish of Saint Laurent, containing 30 feet in width; and bounded in front by the public road, and in rear by River des Prairies, on one side, to the west, by Mr. J. A. Madore, civil employee, and on the other side, to the east, by Mr. Louis Dufresne, forming part of the lot of land No. 7. of the official plan and book of reference of the official cadastre of the parish of Saint Laurent, district of Montréal.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on THURSDAY, the EIGHTH day of MAY next (1902), sitting the court, in the court room of the court house of Montreal, room No. 31; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of said court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

D. A. LAFORTUNE,
Attorney for plaintiffs.

Montreal, 26th March, 1902. 1368
[First published, 5th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska to wit: } CHARLES MARTIN, ET AL,
No. 40. } Plaintiffs; against COR-
PORATION OF THE COUNTY OF ARTHABASKA, Defendant.

As belonging to Chas Martin :

1. An emplacement under number forty-one, eighty-one (41-81), of the subdivision of lot number forty-one of cadastre for township of Bulstrode, being one hundred and twenty feet in front by one hundred and fifty feet in depth,—with the house thereon erected, lying in the west side of Sainte Anne street, in the village of Daveluyville.

2 An emplacement being part of lot number twelve B (12 B), of continuation of the eleventh range of Maddington,—with a bakery thereon erected, situate in the township of Maddington, parish of Sainte Anne du Sault; and bounded in front by the route, in rear to Dame Zéé Brunault, on one side to the front road and on the other side to the Intercolonial Railway.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff Office, Shérif.
Arthabaskaville, 13th March, 1902. 1182
[First published, 15th March, 1902.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **J**OSEPHINE FORTIN ET
No 623. } vir., Demandeurs ; contre
LUDGER LESSARD, Défendeur ; savoir :

Un emplacement situé dans le rang Saint-Charles, de la paroisse de Saint-François de Beauce, contenant environ trois quarts d'arpents en superficie ; borné en front au chemin du dit rang, au fond et d'un côté à Marcellin Lacombe, et de l'autre côté à Charles Gilbert, faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (388), du cadastre pour la dite paroisse de Saint-François—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le SIXIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 27 mars 1902. 1369

[Première publication, 5 avril 1902.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MANDAT DU MAIRE.

Canada.

Province de Québec, } **L**A VILLE DE SAINT-
District d'Iberville. } JEAN, corps politique
No 84. } et incorporé, ayant son siège
d'affaires dans la ville de
Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demande-
resse ; et ARCADE DECELLES, gentilhomme,
saisi, savoir :

Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, côté est de la rue Grant, étant le numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (No 399), des plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, au palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean susdite, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 12 mars 1902. 1147.2
[Première publication, 15 mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit de Montréal.

Joliette à savoir : } **F**LORENCE T. FOWLER
No 2205. } ET AL, Demandeurs ; contre
JOHN WILLIAM McABBY, Défendeur.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit ; } **J**OSEPHINE FORTIN ET VIR.,
No. 623. } Plaintiffs ; against LUDGER
LESSARD, Defendant, to wit :

A lot situate in the range Saint Charles, of the parish of Saint François de Beauce, containing about three quarters of an arpent in area ; bounded in front by the road of the said range, in rear and on one side by Marcellin Lacombe, and on the other side by Charles Gilbert, forming part of lot number three hundred and eighty-eight (388), of the cadastre for the said parish of Saint Francis—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint François de la Beauce, on the SIXTH day of MAY next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 27th March, 1902. 1370

[First published, 5th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MAYOR'S WARRANT.

Canada,

Province of Québec, } **T**HE TOWN OF SAINT-
District of Iberville. } JOHNS, a body politic
No. 84. } and corporate, having its
place of business in the
town of Saint-Johns, in the district of Iberville,
Plaintiff ; and ARCADE DECELLES, gentleman,
seized, to wit :

A lot of land situate in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, on the east side of Grant street, being number three hundred and ninety-nine (399), on the official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, at the court house, in the said town of Saint Johns, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 12th March, 1902. 1148
[First published, 15th March, 1902.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court of Montreal.

Joliette, to wit : } **F**LORENCE T. FOWLER
No. 2205. } ET AL, Plaintiffs ; against
JOHN WILLIAM McABBY, Defendant.

Les lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros vingt A, vingt B, vingt C, vingt D, vingt et un D et vingt et un E, (20 A, 20 B, 20 C, 20 D, 21 D et 21 E), du sixième rang du canton de Kilkenny, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du canton de Kilkenny.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny le SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD.

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 1er avril 1902. 1371
[Première publication, 5 avril 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS:
Cour Supérieure de Joliette.

Joliette, à savoir : { **G** **GEORGE BOURQUE**, De-
No 3302. { **G** mandeur; vs. **J. Z. LA-**
JOIE, Défendeur.

Un immeuble ou étendue de terre—avec bâtisses y érigées, situé pour la plus grande partie dans la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, dans le district de Joliette, et pour partie dans la ville de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, et connu et désigné officiellement comme suit, savoir :

Et pour la partie du dit immeuble située dans la dite paroisse de Lachenaie, dans le comté de l'Assomption, district de Joliette, comme lots Nos un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze et douze, de la subdivision officielle du lot No deux cent quarante-six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, dans le comté de l'Assomption, district de Joliette.

Nos 1-246, 2-246, 3-246, 4-246, 5-246, 6-246, 7-246, 8-246, 9-246, 10-246, 11-246, 12-246.

Et aussi comme lots officiels Nos un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, de la subdivision officielle du lot No deux cent cinquante-six, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Charles de Lachenaie.

Nos 1-256, 2-256, 3-256, 4-256, 5-256, 6-256, 7-256, 8-256, 9-256, 10-256, 11-256, 12-256, 13-256, 14-256, 15-256, 16-256, 17-256, 18-256, 19-256, 20-256, 21-256, 22-256, 23-256, 24-256, 25-256, 26-256, 27-256, 28-256, 29-256, 30-256, 31-256, 32-256, 33-256, 34-256, 35-256, 37-256, 38-256, 39-256, 40-256, 41-256, 42-256, 43-256.

Et pour la partie située en la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, comme lot No 1, de la subdivision officielle du lot No 2, des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Terrebonne, comté de Terrebonne, (No 1-2).

Et aussi comme lots officiels un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq, de la subdivision officielle du lot No trois, de la dite ville de Terrebonne.

Nos 1-3, 2-3, 3-3, 4-3, 5-3, 6-3, 7-3, 8-3, 9-3, 10-3, 11-3, 12-3, 13-3, 14-3, 15-3, 16-3, 17-3, 18-3, 19-3, 20-3, 21-3, 22-3, 23-3, 24-3, 25-3.

Tous les dits numéros, tant ceux de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, que ceux de la ville de Terrebonne, étant contigus les uns aux autres, formant un seul et même immeuble et une seule et même exploitation et devant être vendus ensemble et en bloc.

The lots of land known and described as being lots numbers twenty A, twenty B, twenty C, twenty D, twenty-one D, twenty-one E, (20 A, 20 B, 20 C, 20 D, 21 D and 21 E), of the sixth range of the township of Kilkenny, according to the official plan and book of reference of the cadastre of part of the township of Kilkenny.

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 1st April, 1902. 1372
[First published, 5th April, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court of Joliette.

Joliette, to wit : { **G** **GEORGE BOURQUE**, Plain-
No. 3302. { **G** tiff, vs. **J. Z. LAJOIE**,
Defendant.

An immovable or tract of land—with buildings thereon erected, situate for the greater part in the parish of Saint Charles de Lachenaie, in the district of Joliette, and partly in the town of Terrebonne, in the district of Terrebonne, and known and described officially as follows, to wit :

And for the part of the said immovable situate in the said parish of Lachenaie, in the county of L'Assomption, district of Joliette, as lots numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven and twelve, of the official subdivision of lot No. two hundred and forty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Charles de Lachenaie, in the county of l'Assomption, district of Joliette.

Nos. 1-246, 2-246, 3-246, 4-246, 5-246, 6-246, 7-246, 8-246, 9-246, 10-246, 11-246, 12-246 ;

And also as official lots Nos. one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, of the official subdivision of lot No. two hundred and fifty-six, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Charles de Lachenaie.

Nos. 1-256, 2-256, 3-256, 4-256, 5-256, 6-256, 7-256, 8-256, 9-256, 10-256, 11-256, 12-256, 13-256, 14-256, 15-256, 16-256, 17-256, 18-256, 19-256, 20-256, 21-256, 22-256, 23-256, 24-256, 25-256, 26-256, 27-256, 28-256, 29-256, 30-256, 31-256, 32-256, 33-256, 34-256, 35-256, 36-256, 37-256, 38-256, 39-256, 40-256, 41-256, 42-256, 43-256.

And for the part situate in the town of Terrebonne, district of Terrebonne, as lot No. 1, of the official subdivision of lot No. 2, of the official plan and book of reference of the said town of Terrebonne, county of Terrebonne, (No. 1-2).

And also as lots official Nos. one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four and twenty-five, of the official subdivision of the lot No. three, of the said town of Terrebonne.

(Nos. 1-3, 2-3, 3-3, 4-3, 5-3, 6-3, 7-3, 8-3, 9-3, 10-3, 11-3, 12-3, 13-3, 14-3, 15-3, 16-3, 17-3, 18-3, 19-3, 20-3, 21-3, 22-3, 23-3, 24-3, 25-3.)

All the said numbers, as well those of the parish of Saint Charles de Lachenaie as, those of the town of Terrebonne, being contiguous and adjoining each other, and forming only and the same lot of ground and plot, and to be sold together as one single lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 1er avril 1902. 1373
[Première publication, 5 avril 1902.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles de Lachenaie, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 1st April, 1902. 1374
[First published, 5th April, 1902.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit de Montmagny.

Province de Québec, } LA CORPORATION
District de Montmagny. } DE NOTRE-DAME
No 1275. } DU ROSAIRE; contre
RAOUL RENAUD, employé civil, de la cité de Québec, et contre Joseph Léonce et Edmond Renaud, ci-devant de la ville de Montmagny, et maintenant de lieux inconnus, savoir :

1° Le lot numéro un (1), du cadastre officiel du canton Ashburton, rang septième.

2° Le lot numéro deux (2), du cadastre officiel du canton Ashburton, rang septième.

3° Le lot numéro trois (3), du cadastre officiel du canton Ashburton, rang septième.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Montmagny, JEUDI le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,
Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 14 mars 1902. 1173.2
[Première publication, 15 mars 1903.]

Sheriff's Sales—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH OCTAVE BER-
No 161. } NIER, comptable, de la cité et du district de Montréal, Curateur et Requé- rant, à ce dûment autorisé sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de J. H. AIMÉ BLAIS, plombier, de la cité et du district de Montréal, Insolvable.

Un lot de terre situé en la ville de Sainte-Anne de Bellevue, connu et désigné sous le numéro trois (3), de la subdivision officielle du No cent vingt-six (126), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Anne de Bellevue.

Un autre lot de terre situé au même lieu, et désigné sous le numéro quatre (4), de la subdivision officielle du No cent vingt-six (126), des mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses érigées sur les dits deux lots, lesquels devront être vendus comme un seul lot, étant une seule et même exploitation; les dits lots étant bornés en front par le chemin public appelé rue Ottawa.

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of Montmagny.

Province of Quebec, } THE CORPORA-
District of Montmagny. } TION OF NOTRE
No. 1275. } DAME DU ROSAIRE ;
against RAOUL RENAUD, civil service employee, of the city of Quebec, and against Joseph Léonce and Edmond Renaud, heretofore of the town of Montmagny and now of parts unknown, to wit :

1. Lot number one (1), of the official cadastre of the township Ashburton, seventh range.

2. Lot number two (2), of the official cadastre of the township Ashburton, seventh range.

3. Lot number three (3), of the official cadastre of the township Ashburton, seventh range.

To be sold in the registry office of the county of Montmagny, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 14th March, 1902. 1174
[First published, 15th March, 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH OCTAVE BER-
No. 161. } NIER, accountant, of the city and district of Montreal, Curator and Petitioner, hereunto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Québec, as curator to the property of J. H. AIMÉ BLAIS, plumber, of the city and district of Montreal, Insolvent.

A lot of land situate in the town of Sainte Anne de Bellevue, known and described as number three (3), of the official subdivision of number one hundred and twenty-six (126), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne de Bellevue.

Another lot of land situate at the same place, and known and described as number four (4), of the official subdivision of lot No. one hundred and twenty-six (No. 126), of the same official plan and book of reference—with the buildings erected on the said two lots, which are to be sold as one single lot, and being one and the same plot of ground; said two lots bounded in front by the public road, called Ottawa street.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Sherif.
Bureau du Sherif, Montréal, 2 avril 1902. 1405
[Première publication, 5 avril 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No 2982. } FRANCO CANADIEN,
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME MARY ANN ELIZABETH McKEENON, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Hiram K. Lusk, absent de cette province, Demoiselle Katie Florence McNider, fille majeure et usant de ses droits, du même lieu, Dame Gertrude M. McNider, du même lieu, épouse contractuellement séparée de biens de George P. Curtin, aussi du même lieu, Edward Henry McNider, aussi de Montréal, et Dame Alice M. McNider, de la ville de Galveston, dans le Texas, un des états-unis d'Amérique, épouse contractuellement séparée de biens de Alfred C. List, du même lieu, et les dits Hiram K. Lusk, Alfred C. List et George P. Curtin, en autant que besoin est pour autoriser leurs épouses respectives aux présentes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous le numéro onze cent treize (1113), étant le coin sud des rues Notre-Dame et Chatham—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Sherif.
Bureau du Sherif, Montréal, 2 avril 1902. 1407
[Première publication, 5 avril 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA VILLE DE MONT-
No 3521. } REAL OUEST, corps
incorporé, ayant son principal bureau et sa place d'affaires dans la ville de Montréal-Ouest, district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres, et tenements de JOHN H. TIMMIS, de la ville de Lachine, district de Montréal, Defendeur.

1° Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans la ville de Montréal-ouest ; borné en front par l'avenue Herald, connu et désigné sous le numéro soixante et six, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante (140-66), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal dans le comté d'Hochelaga—sans bâtisses.

2. Un autre lot de terre ou emplacement sis et situé au même lieu ; borné en front par l'avenue Herald, connu et désigné sous le numéro soixante et sept, de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante (140-67), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité, de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Sherif.
Bureau du sherif, Montréal, 11 mars 1902. 1129.2
[Première publication, 15 mars 1902.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff's Office, Montréal, 2nd April. 1902. 1406
[First published, 5th April, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 2982. } FRANCO CANADIEN, a
body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME MARY ANN ELIZABETH McKEENON, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Hiram K. Lusk, absent from this province, Miss Katie Florence McNider, spinster in the enjoyment of her rights, of the same place, Dame Gertrude M. McNider, of the same place, wife separated as to property by marriage contract of George P. Curtin, also of the same place, Edward Henry McNider, also of Montreal, and Dame Alice M. McNider, of the town of Galveston, in Texas, one of the united states of America, wife separated as to property by marriage contract of Alfred C. List, of the same place, and the said Hiram K. Lusk, Alfred C. List and George P. Curtin, in so far as need be to authorize their respective wives hereunto, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the following immovable, to wit :

A lot of land situate and being in Saint Ann's ward, in the city of Montreal, known and described on the official plan and in the book of reference of the said Saint Ann's ward, as number eleven hundred and thirteen (1113), being the south corner of Notre Dame and Chatham street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff's office, Montréal, 2nd April, 1902. 1408
[First published, 5th April, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE TOWN OF MONTREAL-
No. 3521. } WEST, a body corporate,
having its chief office and place of business in the town of Montreal-West, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN H. TIMMIS, of the town of Lachine, district of Montreal, Defendant.

1. A lot or parcel of land situate and being in the town of Montreal-West ; bounded in front by Herald avenue, known and described as number sixty-six, of the official subdivision of lot number one hundred and forty (140-66), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga—without buildings.

2. Another lot or parcel of land situate and being at the same place ; bounded in front by Herald avenue, known and described as number sixty-seven, of the official subdivision of lot number one hundred and forty (140-67), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEETH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff's office, Montréal, 11th March, 1902. 1130
[First published, 15th Marsh, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal,

Montréal, à savoir : } N A P O L E O N V A L L I -
 No 5144. } Q U E T T E, marchand
 de meubles, de Montréal, Demandeur ; contre les
 terres et tènement de MARIE ANNA CHAR-
 LOTTE DESAULNIERS, de Montréal, épouse
 séparée des biens de Georges Daveluy, agent, du
 même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour
 autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-
 Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, district de
 Montréal, mesurant vingt (20) pieds de largeur par
 quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, com-
 posé : 1° de la partie nord-est du lot numéro quatre
 cent dix-huit (418), de la subdivision du lot officiel
 connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels
 du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste (de la
 paroisse de Montréal), sous le numéro quinze (15),
 mesurant quinze pieds de largeur par quatre-vingt-
 quinze (95) pieds de profondeur ; 2° de la partie sud-
 est du lot quatre cent dix-sept (417), de la même sub-
 division, mesurant cinq (5) pieds de largeur par qua-
 tre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, le tout
 mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de
 mesure française ; borné en front par la rue Saint-
 Denis, du côté nord-ouest au résidu du susdit lot
 quatre cent dix-sept (417), du côté sud-est au résidu
 du susdit lot quatre cent dix-huit (418), et en
 arrière par une ruelle en commun avec ceux y
 ayant droit—avec les bâtisses dessus construites,
 circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
 Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL
 prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 12 mars 1902. Shérif, 1155.2
 [Première publication, 15 mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
 TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus au temps et lieux
 respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } L ' H O N O R A B L E F R E D E -
 No 2333. } R I C K W I L L I A M A N -
 DREWS, de la paroisse de Saint-Sauveur de Qué-
 bec, un des juges de la cour supérieure pour la
 province de Québec ; contre WILLIAM HOLMES
 BROWN, de la cité de Québec, marchand, en sa
 qualité de curateur à la succession vacante de feu
 Walter Hobson, en son vivant de la paroisse de
 Saint-Sauveur de Québec, à savoir :

1° Les lots Nos 2186 et 2186A, (deux mille cent
 quatre-vingt-six et deux mille cent quatre-vingt-
 six A), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-
 Sauveur de Québec, étant des emplacements situés
 sur la rue Marie-de-l'Incarnation—circonstances et
 dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$8.00,
 garantie sur le lot No 2186, et \$4.00 sur le lot
 No 2186A, payable le premier mai aux Révé-
 rendes Dames Ursulines de Québec, pour être
 vendus en bloc.

2° Les lots Nos 2187 et 2187A, (deux mille cent
 quatre-vingt-sept et deux mille cent quatre-vingt-
 sept A), du cadastre officiel pour la paroisse de
 Saint-Sauveur de Québec, étant des emplace-
 ments situés sur la rue Marie-de-l'Incarnation—
 circonstances et dépendances. Sujet à une rente
 annuelle de \$8.00, garantie sur le lot No 2187, et
 \$4.00 sur le lot No 2187A, payable le premier mai,
 aux Révérendes Dames Ursulines de Québec, pour
 être vendus en bloc.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal,

Montreal, to wit : } N A P O L E O N V A L L I -
 No. 5144. } Q U E T T E, dealer in
 furniture, of Montreal ; against the lands and tene-
 ments of DAME MARIE ANNA CHARLOTTE
 DESAULNIERS, of Montreal, wife separated as to
 property of George Daveluy, agent of the same pla-
 ce, and the latter to authorize his said wife,
 Defendant.

A lot of land situate and being in Saint Jean
 Baptiste ward, in the city of Montreal, district of
 Montreal, measuring twenty (20) feet in width by
 ninety-five (95) feet in depth, made up : 1. of the
 north east part of lot number four hundred and
 eighteen (418), of the subdivision of the official lot
 known and described on the official plan and book
 of reference of the incorporated village of Saint
 Jean Baptiste (of the parish of Montreal), as number
 fifteen (15), measuring fifteen feet in width by
 ninety-five (95) feet in depth ; 2. of the south east
 part of lot four hundred and seventeen (417), of
 the same subdivision, measuring five (5) feet in
 width by ninety-five (95) feet in depth, the whole
 english measure, more or less, without warranty of
 french measure ; bounded in front by Saint
 Denis street, on the north west side by the residue
 of the said lot four hundred and seventeen (417),
 on the south east side by the residue of the said lot
 four hundred and eighteen (418), and in rear by a
 lane in common with the parties entitled thereto—
 with the buildings thereon erected, circumstances
 and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at
 THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal 12th March, 1902. Sheriff, 1155.2
 [First published, 15th March, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned LANDS and TENEMENTS have
 been seized, and will be sold at the respective time
 and place mentioned below.

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } T H E H O N O R A B L E F R E -
 No. 2333. } D E R I C K W I L L I A M A N -
 DREWS, of the parish of Saint-Sauveur de Qué-
 bec, one of the judges of the superior court for the
 province of Quebec ; against WILLIAM HOL-
 MES BROWN, of the city of Quebec, merchant, in
 his quality of curator to the vacant estate of the
 late Walter Hobson, in his lifetime of the parish of
 Saint-Sauveur de Québec, to wit :

1. Lots Nos 2186 and 2186A (two thousand one
 hundred and eighty-six and two thousand one hun-
 dred and eighty-six A), of the official cadastre of
 the parish of Saint-Sauveur de Québec, being lots
 situate on Marie de l'Incarnation street—circum-
 stances and dependencies. Subject to a yearly
 rent of \$8.00, secured by lot No. 2186, and \$4.00
 by lot No. 2186A, payable on the first of May to
 the Reverend Ursuline Ladies of Quebec, to be
 sold together (en bloc.)

2. Lots Nos. 2187 and 2187A (two thousand one
 hundred and eighty-seven and two thousand one
 hundred and eighty-seven A), of the official cadastre
 for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being
 lots situate on Marie de l'Incarnation street—circum-
 stances and dependencies. Subject to a yearly
 rent of \$8.00, secured by lot No. 2187 and \$4.00
 secured by lot No. 2187A, payable on the first of
 May to the Reverend Ursuline Ladies of Quebec,
 to be sold together (en bloc.)

3° Le lot No 2199 (deux mille cent quatre-vingt-dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Marie-de-l'Incarnation—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$12.00, payable le premier mai aux Révérendes Dames Ursulines de Québec.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

OHS LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 mars 1902. 1247.2
[Première publication, 22 mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 439. } **L**A BANQUE NATIONALE, Demanderesse; contre EDOUARD MARTIN ET J. A. MARTIN, Défendeurs, savoir : Comme appartenant à J. A. Martin :

1° Un emplacement situé en la ville de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtisses, étant le No 75, du cadastre officiel de la dite ville.

2° Un autre emplacement—avec bâtisses sus-construites, No 76, du cadastre de la dite ville.

3° Un autre emplacement—sans bâtisses, No 77, du dit cadastre.

4° Un autre emplacement—sans bâtisses, No 78, du dit cadastre.

5° Un autre emplacement—sans bâtisses, No 164, du cadastre de la dite ville.

6° Un emplacement situé en la ville de Saint-Germain de Rimouski; borné au N.-O. par le fleuve Saint-Laurent, au S.-E. par la rue Saint-Germain, au N.-E. par le No. 153, du cadastre officiel, et vers le S.-O. à Adhémar Martin, ferblantier, mesurant en front sur la rue Saint-Germain, environ 93 pieds sur une profondeur moyenne de 77 pieds—avec bâtisses sus-construites, étant partie du numéro 154, du cadastre officiel de la dite ville.

7° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, étant le No 116, du cadastre officiel de la dite paroisse—sans bâtisses.

Pour être vendus, les immeubles désignés sous les Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, à mon bureau, ville de Rimouski, à DIX HEURES A. M., et l'immeuble désigné sous le No 1, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, à ONZE heures ET DEMIE A. M., le SIXIEME jour de MAI 1902.

L. N. ASSELIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 2 avril 1902. 1421
[Première publication, 5 avril 1902.]

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 27 mars 1902.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que les règlements, au nombre de quatre-vingt-un, concernant les édifices publics, approuvés par Son Honneur le lieutenant-gouver-

3. Lot No 2199 (two thousand one hundred] and ninety-nine). of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot on Marie de l'Incarnation street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$12.00, payable on the first of May, to the Reverend Ursuline Ladies of Quebec.

To be sold in my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OHS LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 20th March, 1902. 1248
[First published, 22nd March, 1902.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

No. 439. } **L**A BANQUE NATIONALE, Plaintiff; vs EDOUARD MARTIN AND J. A. MARTIN, Defendants, to wit :

As belonging to J. A. Martin :
1. A lot situate in the town of Saint Germain de Rimouski—with buildings, being No. 75, of the official cadastre of the said town.

2. Another lot—with buildings thereon erected, being No. 76, of the cadastre of the said town.

3. Another lot—without buildings, being No. 77, of the said cadastre.

4. Another lot—without buildings, being lot No. 78, of the said cadastre.

5. Another lot—without buildings, being No. 164, of the cadastre of the said town.

6. A lot situate in the town of Saint Germain de Rimouski; bounded on the N. W. by the river Saint Lawrence, on the S. E. by Saint Germain street, on the N. E. by No. 153, of the official cadastre, and on the S. W. by Adhémar Martin, tinsmith, measuring in front on Saint Germain street, above 93 feet by an average depth of 77 feet—with buildings thereon erected, being part of number 154, of the official cadastre of the said town.

7. A lot situate in the parish of Saint Germain de Rimouski, being No 116, of the official cadastre of the said parish—without buildings.

To be sold, the lots described as Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, at my office, in the town of Rimouski, at TEN A. M., and the lot described as No. 7, at the church door of the parish of Saint Germain de Rimouski, at HALF PAST ELEVEN A. M., on the SIXTH day of MAY, 1902.

L. N. ASSELIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 2nd April, 1902. 1422
[First published, 5th April, 1902.]

Government Notice

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 27th March, 1902.

Present :—The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the regulations to the number of eighty-one, respecting public buildings, approved by His Honor the Lieutenant Governor in council,

neur en conseil, le 31 mars 1898, sous l'autorité de l'acte 57 Vict., ch. 29, soient approuvés de nouveau, en autant que cela est nécessaire, et s'appliquent aux magasins et autres édifices énumérés dans l'acte 63 Vict., ch. 22.

Il est ordonné de plus, que les règlements additionnels suivants soient aussi approuvés sous l'autorité de l'acte 57 Vict. ch. 29, tel qu'amendé par l'acte 63 Vict., ch. 22.

82. Dans les villes où la population s'élèvera au moins à 10,000 âmes, les patrons des magasins ayant à leur service dix employés ou plus, devront se conformer aux mesures sanitaires suivantes :

(a) Chaque établissement doit être pourvu d'urinoirs dans la proportion d'un par cinquante hommes et garçons, ou moins, y employés, et des cabinets d'aisance inodores, (earth closets ou water closets), dans la proportion d'un par vingt-cinq personnes, ou moins, y employées.

(b) Dans les établissements pourvus de (water closets) avec sièges se relevant, ceux-ci seront requis dans la proportion d'un par vingt personnes. Dans ce cas les urinoirs ne seront pas nécessaires.

(c) Ces cabinets d'aisance ne devront pas avoir moins de trente pouces de largeur, par quarante-cinq de profondeur.

(d) L'inspecteur pourra prescrire ce qu'il jugera convenable relativement à l'accès aux urinoirs et cabinets, à la forme, à la situation, aux dimensions et à la construction, (qualité des matériaux), de tels urinoirs et cabinets, et donner sur le tout les directions nécessaires.

(e) L'inspecteur a le droit de condamner les urinoirs et cabinets d'aisance s'ils ne sont pas construits d'après ses directions et les dispositions des présents règlements, ou s'il trouve que les lieux d'aisance destinés à l'usage de chaque sexe n'ont pas d'accès ou entrées séparés et convenables.

83. Les patrons mettront à la disposition de leur personnel de l'eau de bonne qualité et les moyens d'assurer la propreté individuelle.

84. Les patrons devront mettre des sièges en nombre suffisant à la disposition des filles et femmes employées dans les magasins, afin qu'elles puissent se reposer quelques instants lorsque la nature de leur travail ou le service des clients le permettra.

85. Dans les édifices publics en général, les personnes chargées de faire le nettoyage des châssis par le dehors, devront se servir d'un balcon plateforme solidement construit propre à empêcher la chute des personnes ou des objets.

86. En autant qu'il seront applicables, les règlements du Conseil d'hygiène relatifs à la santé et à la salubrité dans les établissements industriels, devront guider l'inspecteur dans l'application des mesures qu'il aura à faire observer dans les édifices publics.

87. S'il se produit dans les édifices publics quelque chose de contraire à la lettre et à l'esprit de la loi, mais non prévu par les présents règlements, relativement à la sécurité, à la santé et à la moralité des personnes employées dans ces édifices, l'inspecteur devra signaler au régisseur, propriétaire ou patron de tels édifices ce qu'il trouvera ainsi reprehensible, et si l'on néglige de faire disparaître les sujets de plaintes, le dit inspecteur fera rapport au ministre de la Colonisation et des Travaux publics, qui prendra telle initiative qu'il jugera opportune dans les meilleurs intérêts des patrons et des employés.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

1379

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

on the 31st of March, 1898, under the authority of the Act 57 Vict., ch. 29, be approved anew, in so far as it is necessary, and apply to shops and other buildings enumerated in the Act 63 Vict., ch. 22.

It is ordered, moreover, that the following additional regulations be also approved under the authority of the Act 57 Victoria, ch. 29, such as amended by the Act 63 Vict. ch. 22.

82. In towns where the population amounts to not less than 10,000 souls, the proprietors of shops having in their employment ten employees or more, shall comply with the following sanitary regulations:

(a) Each establishment must be provided with urinals in the proportion of one to every fifty men and boys, or less, therein employed, and earth-closets or water-closets in the proportion of one to every twenty-five persons, or less, therein employed.

(b) In establishments provided with water-closets with lifting seats, the latter must be in the proportion of one to every 20 persons. In these case urinals are not necessary.

(c) These closets must not be less than thirty inches in width by forty-five in depth.

(d) The inspector may prescribe what he deems fit concerning the access to the urinals and closets, the form, the situation, the dimensions and construction (quality of materials) of such urinals and closets, and give upon the whole any necessary instructions.

(e) The inspector has the right to condemn the urinals and closets, if they are not built in accordance with his directions, and the requirements of these regulations, or if he finds that the closets for the use of each sex have not a separate and suitable access or entrance.

83. Employers must give their employees water of good quality and facilities for securing individual cleanliness.

84. Patrons must place a sufficient number of seats at the disposal of the girls and woman employed in their shops, so that they may be able to rest for a few moments when the nature of their work or the service of the customers will allow it.

85. In public buildings generally people having to do the cleaning of windows from the outside, must use a platform balcony solidly built and fit to prevent the fall of persons or objects.

86. In so far as they will be applicable the regulations of the Board of Health relating to the health and salubrity in industrial establishments will guide the inspector in the application of the measures which he will have to enforce in public buildings.

87. If in the public buildings anything occurs contrary to the letter and to the spirit of the law, not provided by the present regulations, relating to the safety, the health or to the morality of the people employed in these buildings, the inspector should point out to the manager, owner or patron of such buildings whatever he thus finds reprehensible, and if he latter neglects to remove the subjects of complaint, the said inspector will make a report to the minister of Colonization and Public Work, who will take such steps as he may deem proper in the best interest of the patrons and employees.

GUSTAVE GRENIER,

Clerk of Executive Council.

1380

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Canton Dionne.
 Lot 8, du 3e rang, à Frs. Pelletier, sr.
Canton Matane.
 5e rang.
 ½ N. E., du lot 15, à Hermyle Parent.
 ½ S. O., du lot 16, à Alex. Ross, fils de Nil.
Canton Dequen.
 ½ S., du lot 15, du 15e rang, à Jean Tremblay.
Canton Cap Rosier.
 Lot 78, du rang S, Anse à Griffon, à Anthony Samson.
 2e rang N.
 Lot 43, à Alf. Chouinard.
 Lot 47, à Alex. Chouinard.
Canton Gaspé Bay N.
 Lot 7, du rang B, à Naz. Dupuis.
Canton Percé.
 Lot 15, du rang A, à Hugh Mahan.
Canton Adstock.
 Lot 10, du 3e rang, à Ls. Delisle et uxor.
 4e rang.
 Lot 1, à Ls. Lacombe.
 Lot 4, à Bte. Vallerand.
 Lot 6, à Jos. Bruneau.
 ½ S., du lot 9, à Jos. Lapointe.
Canton Cherbouy.
 Lot 1, du 3e rang, à Eus. A. Rioux.
 E. E. TACHÉ,
 Sous-ministre.

Département des Terres,
 Mines et Pêcheries.
 Québec, 5 avril 1902. 1413

Township Dionne.
 Lot 8, of 3rd range, to Frs. Pelletier, sr.
Township Matane.
 5th range.
 N. E. ½, of lot 15, to Hermyle Parent.
 S. W. ½, of lot 16, to Alex. Ross, son of Nil.
Township Dequen.
 S ½, of lot 15, of 15th range, to Jean Tremblay.
Township Cap Rosier.
 Lot 78, of S range, Anse à Griffon, to Anthony Samson.
 2nd range N.
 Lot 43, to Alf. Chouinard.
 Lot 47, to Alex. Chouinard.
Township Gaspé Bay N.
 Lot 7, of rang B, to Naz. Dupuis.
Township Percé.
 Lot 15, of range A, to Hugh Mahan.
Township Adstock.
 Lot 10, of 3rd range, to Ls. Delisle et uxor.
 4th range.
 Lot 1, to Ls. Lacombe.
 Lot 4, to Bte. Vallerand.
 Lot 6, to Jos. Bruneau.
 S. ½, of lot 9, to Jos. Lapointe.
Township Cherbouy.
 Lot 1, of 3d range, to Eus. Rioux.
 E. E. TACHE,
 Deputy minister.

Department of Lands,
 Mines and Fisheries.
 Quebec, 5th April, 1902. 1414

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Wm. Farrell, Requéran ;
 et
 McHugh & Hughes, Lachine. Insolubles.
 Avis est donné que le troisième jour d'avril, 1902, les soussignés ont été nommés, par une ordonnance de la cour, curateurs conjoints aux biens des dits faillis, qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.
 Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains, dans les trente jour de cet avis.
 A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Curateurs conjoints.
 1709, rue Notre-Dame, Montréal.
 Montréal, 3 avril 1902. 1419

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Charles Mignault, Demandeur ;
 vs.
 Herménégilde Duchesneau, commerçant, de la Pointe Claire, district de Montréal, Défendeur.
 Avis est par le présent donné que, le 29e jour de mars 1902, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.
 Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.
 ALEX. DESMARTEAU,
 Curateur.
 1598, rue Notre-Dame.
 Montréal, 31 mars 1902. 1415

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Wm. Farrell, Petitioner ;
 and
 McHugh & Hughes, Lachine, Insolvents.
 Notice is hereby given that, by order of the court, on the third day of April, 1902, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the insolvents, who made an assignment for the benefit of their creditors.
 Claims attested under oath must be filed with us within thirty days from this notice.
 A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Joint Curators.
 1709, Notre Dame street, Montreal.
 Montreal, 3rd April, 1902. 1420

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Charles Mignault, Plaintiff ;
 vs.
 Herménégilde Duchesneau, trader, of Pointe Claire, district of Montreal, Defendant.
 Notice is hereby given that, on the 29th day of March, 1902, I was appointed, by order of this court, curator the estate of the above named, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.
 Claims must be filed at my office within 30 days, to ensure their collocation for dividend.
 ALEX. DESMARTEAU,
 Curator.
 1598, Notre-Dame street.
 Montreal, 31st March, 1902. 1416

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re M. Saxe & Sons, Montréal, Insolubles.
 Avis est donné que le 2e jour d'avril 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE.
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 5 avril 1902.

1417

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re M. Saxe & Sons, Montreal, Insolvents.
 Notice is hereby given that, on the 2nd day of April, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James Street,
 Montreal, 5th April, 1902.

1418

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 14.

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—*Demande d'—*Divers lots de Sainte-Anne de Stukely à Stukely-Nord, 764.

ANNONCEURS :—*Avis aux :—*Concernant avis, etc., 763.

AVIS :—*Demande d'enregistrer un certain acte de transport en faveur de William Maxwell, 775 ; Règlement concernant les édifices publics, magasins, etc., 787 ; Règlement concernant les établissements industriels, 766.*

AVIS DE CANCELLATION :—*Canton de :—*Adstock, 789 ; Cap-Rosier, 789 ; Cherbourg, 789 ; Dequen, 789 ; Dionne, 789 ; Gaspé-Bay, 789 ; Matane, 789 ; Percé, 789.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des :—*Assemblée législative, 769 ; Conseil législatif, 768.

FAILLIS :—*Dme Bluteau, 780 ; Ducheneau, 789 ; Fontaine, 779 ; Hurtubise, 779 ; Lavigne, 779 ; Lépine, 780 ; McHugh & Hughes, 789 ; Saxe & Sons, 789 ; Sharpe's City Express, 780 ; Waldron, 779.*

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—*Club Social de Saint-Henri, 776 ; La Cie à bois Jacques-Cartier, 776 ; La Cie L. P. Lazure, limitée, 777 ; The Jas. A. Brook Coy, 774 ; Union Home & Real Estate Company, 775 ; Victoria Yacht Club, Ltd., 778.*

LETTRES PATENTES EMISES :—*The Boas Felsen Company, 765.*

LICITATION :—*Dme Boileau et vir vs Delle Gagnon et al, 780.*

LIQUIDATION :—*The Beaver Lumber Coy, 780.*

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—*Demande d'ériger en :—*Municipalité La Minerve, comté d'Ottawa, 764 ; Municipalité Papineau, comté d'Ottawa, 765 ; Municipalité Sainte-Sabine, comté d'Iberville, 764.

NOMINATIONS :—*Juges de paix :—*District de Chicoutimi, 763 ; Saint-François, 763 ; Saint-Hyacinthe, 763.

SÉPARATIONS DE BIENS :—*Dmes Dalpé vs Collette, 773 ; Delage vs Mathieu, 773 ; Desroches vs Haynes, 773 ; Garon vs Michaud, 773 ; Hudon vs Roy, 774 ; Lamoche vs Lajoie, 772 ; Mahaise vs Vaillancourt, 773 ; Olier vs Gohier,*

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14.

MUNICIPALITY ANNEXED :—*Applying for :—*Several lots of Sainte Anne de Stukely to Stukely North, 764.

ADVERTISERS :—*Notice to :—*Respecting notices &c, 763.

NOTICES :—*A petition for registration of a certain deed of transfer in favor of William Maxwell, 775 ; Regulation concerning the public buildings, shops, &c., 787 ; Regulation concerning industrial establishments, 766.*

NOTICES OF CANCELLATION :—*Township of :—*Adstock, 789 ; Cap-Rosier, 789 ; Cherbourg, 789 ; Dequen, 789 ; Dionne, 789 ; Gaspé-Bay, 789 ; Matane, 789 ; Percé, 789.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the :—*Legislative Assembly, 769 ; Legislative Council, 768.

INSOLVENTS :—*Dme Bluteau, 780 ; Ducheneau, 789 ; Fontaine, 779 ; Hurtubise, 779 ; Lavigne, 779 ; Lépine, 780 ; McHugh & Hughes, 789 ; Saxe & Sons, 789 ; Sharpe's City Express, 780 ; Waldron, 779.*

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—*Club Social de Saint Henri, 776 ; La Cie à bois Jacques-Cartier, 776 ; La Cie L. P. Lazure, limitée, 777 ; The Jas. A. Brook Coy, 774 ; Union Home & Real Estate Company, 775 ; Victoria Yacht Club, Ltd., 778.*

LETTERS PATENT ISSUED :—*The Boas Felsen Company, 765.*

LICITATION :—*Dme Boileau et vir vs Delle Gagnon, et al, 780.*

LIQUIDATION :—*The Beaver Lumber Coy, 780.*

SCHOOL MUNICIPALITIES :—*Application to erect in :—*Municipality La Minerve, county of Ottawa, 764 ; Municipality Papineau, county of Ottawa, 765 ; Municipality of Sainte Sabine, county of Irbeville, 764.

APPOINTMENTS :—*Justices of the peace :—*District of Chicoutimi, 763 ; Saint Francis, 763 ; Saint Hyacinth, 763.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—*Dmes Dalpé vs Collette, 773 ; Delage vs Mathieu, 773 ; Desroches vs Haynes, 773 ; Garon vs Michaud, 773 ; Hudon vs Roy, 774 ; Lamoche vs Lajoie, 772 ; Mahaise vs Vaillancourt, 773 ; Olier vs Gohier,*

772 ; Savage vs Marchildon, 773 ; Simard vs Martel, 773 ; Thompson vs Brunet, 772 ; Tremblay vs Montreuil, 774 ; Trouillet vs Racicot, 772 ; Versailles vs Monette, 772 ; Vézina vs Charette, 774.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Murphy vs Dme Adams, 774.

VENTE PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA :—Martin *et al* vs La corporation du comté d'Arthabaska, 781.

BEAUCE :—Dme Fortin *et vir* vs Lessard, 782.

IBERVILLE :—La ville de Saint-Jean vs Decelles, 782.

JOLIETTE :—Bourque vs Lajoie, 783 ; Fowler *et al* vs McAbby, 782.

MONTMAGNY :—La corporation de Notre-Dame du Rosaire vs Renaud *et al*, 784.

MONTRÉAL :—Blais, insolvable, 784 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme McKeenon, 785 ; La ville de Montréal Ouest vs Timmis, 785 ; Valiquette vs Dme Desaulniers, 786.

QUÉBEC :—Hon. Andrews vs Brown *ès-qualité*, 786.

RIMOUSKI :—La Banque Nationale vs Martin *et al*, 787.

772 ; Savage vs Marchildon, 773 ; Simard vs Martel, 773 ; Thompson vs Brunet, 772 ; Tremblay vs Montreuil, 774 ; Trouillet vs Racicot, 772 ; Versailles vs Monette, 772 ; Vézina vs Charette, 704.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Murphy vs Dme Adams, 774.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Martin *et al* vs The corporation of the county of Arthabaska, 781.

BEAUCE :—Dme Fortin *et vir* vs Lessard, 782.

IBERVILLE :—The town of Saint Johns vs Decelles, 782.

JOLIETTE :—Bourque vs Lajoie, 780 ; Fowler *et al* vs McAbby, 782.

MONTMAGNY :—La corporation de Notre-Dame du Rosaire vs Renaud *et al*, 784.

MONTRÉAL :—Blais, insolvent, 784 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme McKeenon, 785 ; The town of Montreal West vs Timmis, 786 ; Valiquette vs Dme Desaulniers, 786.

QUEBEC :—Hon. Andrews vs Brown *ès-qualité*, 786.

RIMOUSKI :—La Banque Nationale vs Martin *et al*, 787.

